

D'ANCIENS HAUTS DIRIGEANTS CRITIQUENT LE PLAN « HERCULE

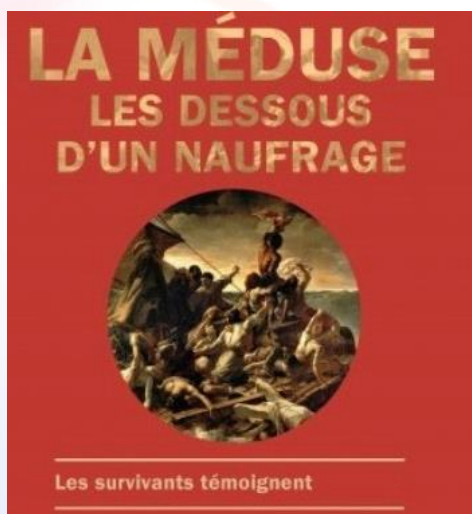
Février 2021

Le projet Hercule prend de l'eau de toutes parts. Nous ne sommes pas loin du naufrage. La coque se fissure de plus en plus. Les premières craquelures ont commencé avec le rejet des salariés et de leurs organisations syndicales, regroupées au sein d'une intersyndicale unie et pérenne en lutte contre Hercule.



Ce mouvement de rejet a été amplifié par une grande partie de la représentation nationale, régionale et locale (députés, sénateurs, maires, conseillers généraux et régionaux), qui ne comprend pas l'intérêt d'un tel projet. Ils sont rejoints en cela par les consommateurs, de plus en plus nombreux à douter des bienfaits de ce projet de démantèlement qui amènera inéluctablement à une hausse des prix de l'électricité en France. N'oublions pas les autorités concédantes et leur fédération, la FNCCR, en totale opposition à ce projet et qui le font savoir par voie de presse, ainsi que les industriels qui ont peur de voir, avec une augmentation des prix de l'électricité, leur production se renchérir et donc de devenir ainsi moins compétitifs.

Et à présent, comme le montre l'article du *Monde* daté du 18 février 2021 et joint à ce communiqué, des anciens dirigeants d'EDF prennent la parole et considèrent que le projet Hercule est une ineptie, voire mensonger. Nous pensons qu'ils sont en cela soutenus par nombre de dirigeants actuels de l'entreprise, mais qui doivent se taire. En définitive, il ne reste plus que le capitaine du navire EDF et certains de ses commanditaires gouvernementaux qui y croient encore. Gageons que cette affaire ne se termine pas comme le tristement célèbre naufrage de la Méduse.



Même si le projet Hercule semble prendre l'eau, il ne faut pas baisser la garde, continuer à se mobiliser. Gardons toujours en tête le projet HPC (« Hinkley Point ») qui, malgré l'opposition des salariés et des managers de l'entreprise, était passé grâce à la volonté du président actuel, J.B. Lévy, et de son commanditaire d'alors, le ministre de l'économie et des Finances, E. Macron.